

Séance ordinaire du jeudi 30 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Evaluation des politiques publiques

Présents :

Taslime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIÖRE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Julie FRÉCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Emilie CABELLO, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Clare HART, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Céline SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Soune SERRE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents :

Rapport d'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), créée par la loi n°2002-276 du 27 février 2002, examine notamment les Rapports Annuels des Délégués (RAD) ; elle émet aussi un avis sur tout projet de délégation de service public (DSP), avant que l'assemblée délibérante ne se prononce sur le principe de la gestion déléguée.

La CCSPL prévue à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales a pour vocation de permettre l'expression des usagers des services publics par la voie d'associations représentatives. Elle contribue ainsi à la participation des citoyens au fonctionnement des services publics.

Elle était présidée en 2019 par Monsieur Jean-Luc COUSQUER, Adjoint au Maire, et était composée par ailleurs des membres suivants :

- 5 conseillers municipaux membres titulaires :
 - Patrick RIVAS,
 - Jean-Marc DI-RUGGIERO,
 - Rémi ASSIE,
 - Hervé MARTIN,
 - Alex LARUE.

- 5 Conseillers municipaux membres suppléants :
 - Samira SALOMON,
 - Gérard LANNELONGUE,
 - Nicole LIZA,
 - Mickaël DELAFOSSE,
 - Jacques DOMERGUE.

- Et de manière paritaire, d'un représentant des associations d'usagers suivantes :
 - Comité de Liaison et de Coordination des associations de Personnes Handicapées et malades chroniques ;
 - Association Consommation Logement Cadre de Vie Montpellier (CLCV) ;
 - Confédération Nationale du logement ;
 - Union Fédérale des Consommateurs Que Choisir.

Les services publics et équipements municipaux qui font l'objet d'un examen par la Commission des Services Publics Locaux sont actuellement les suivants :

- Fourrière automobile ;
- Crèche Joséphine Baker ;
- Crèche Henri Salvador ;
- Stationnement sur voirie.

Conformément aux dispositions de l'article L. 1413-1 du CGCT, le Président de la CCSPL présente à son assemblée délibérante, avant le 1er juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente. Cette échéance n'a pu être respectée compte tenue la période d'état d'urgence sanitaire relative au covid-19 déclarée par la loi n°2020-290 du 23 mars 2020, puis de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant la période jusqu'au 10 juillet 2020, ainsi que de la période de l'entre-deux tours relative aux élections municipales de 2020.

Dans le contexte de réorganisation des services mutualisés Ville et Métropole, l'organisation et la gestion des séances de la CCSPL, sont désormais conduites par la Direction du Contrôle de Gestion Externe mutualisée depuis le 1^{er} octobre 2018.

Concernant l'examen des rapports des délégataires (RAD) au titre de l'année 2018, la CCSPL s'est réunie le 28 octobre 2019.

Elle a examiné les dossiers suivants :

- ✓ RAD 2018 Fourrière automobile gérée par la société EGS ;
- ✓ RAD 2018 Crèche Joséphine Baker gérée par la société People and Baby ;
- ✓ RAD 2018 Crèche Henri Salvador gérée par la société LPCR DSP Montpellier ;
- ✓ RAD 2018 Stationnement sur voirie gérée par la société TaM Voirie.

Par ailleurs, la CCSPL s'est réuni pour émettre un avis sur le rapport du choix du mode de gestion du service public relatif à la gestion de la crèche Joséphine Baker. La commission ayant donné un avis favorable sur la gestion déléguée de cet équipement et donc sur l'engagement d'un renouvellement de procédure de DSP en vue d'un nouveau contrat à l'horizon de septembre 2021.

A titre complémentaire, il convient de préciser que parallèlement à la tenue de la CCSPL, les rapports annuels des délégataires ont également fait l'objet d'un examen par la Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public du 22 novembre 2019, présidée par Vincent HALUSKA et composée d'élus municipaux, pour l'examen des comptes 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte des travaux de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Ville de Montpellier pour l'année 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 6 août 2020

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20200730-131881-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/08/20
Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.